

Les paysans survivront !

LE MONDE | 22.10.2012 à 09h39 • Mis à jour le 22.10.2012 à 09h48

Par Emmanuel Le Roy Ladurie



Un millénaire chasse l'autre. Dans un livre récent, *Le Temps des laboureurs* (Albin Michel, 374 p., 24 euros), consacré au second espace de mille ans, celui qui commence au XI^e siècle, Mathieu Arnoux, grand ruraliste devant l'Éternel, dresse la figure pacifique et durable du laboureur, héros éponyme du beau Moyen Âge et d'une croissance économique jusqu'alors sans exemple : elle ne se termine que dans la première moitié du XIV^e siècle.

Le laboureur et le vilain, le gros fermier et le manouvrier (saisonnier), forment ainsi le couple auguste qui, tant bien que mal, survivra dans nos campagnes pendant plus de neuf siècles. Néanmoins, la peste noire et les guerres de Cent Ans de 1348 à 1450 détruisent à plus de 50 % ce peuplement rural de la France d'autrefois avec sa double nature, exploitante et prolétarienne.

La renaissance démographique de 1450 à 1560 rétablit l'agreste duo dans son intégrité de l'avant-peste : 20 millions d'Hexagonaux (l'Hexagone virtuel est une figure géographique commode), dont 18 millions de paysans socialement structurés comme précédemment. Cette masse humaine est stable, malgré les blessures anti-populationnistes, vite réparées, que lui infligent de temps à autre les guerres bourbonniques et louis-quatorziennes.

Le XVIII^e siècle est témoin d'un essor des peuplements agraires, équilibré, sans plus, par le développement économique du temps des Lumières. La Révolution française libère la paysannerie du "joug" seigneurial, un joug qui n'était pas toujours aussi pesant qu'on le dit puisque la seigneurie fonctionnait, comme le soulignera Fernand Braudel, en tant qu'agent éventuel du développement de l'économie sur son territoire.

La paysannerie survit comme telle, malgré les souffrances des guerres de la Révolution et de l'Empire, par rapport aux pertes d'un à deux millions de personnes que lui ont infligées ces conflits. Le XIX^e siècle, jusque vers 1860, voire 1870, marque l'apogée, en volume, du bloc agraire de la nation : plus de 30 millions de ruraux.

L'Hexagone, en dépit des faibles rendements agricoles, est cultivé comme un jardin. Plus spectaculaire sera la chute. Dès la fin du Second Empire et sous la III^e République, le reflux campagnard est amorcé.

Bientôt, dès 1913, la population active non agricole est en voie de rattrapage vis-à-vis de sa consœur paysanne. Le massacre de 1914-1918 éprouve davantage la jeunesse villageoise que ce n'est le cas pour les ouvriers : ils sont souvent affectés spéciaux dans les usines d'armement.

La dépopulation rustique continue dans l'entre-deux-guerres ; elle est ensuite freinée à l'époque de l'occupation allemande, tant le secteur agricole, donc alimentaire et vital, s'avère indispensable dans un pays privé d'importations de nourriture : pour un certain nombre d'agriculteurs, les années 1940-1944, si déplorables qu'elles fussent à leur égard, ne furent pas les pires qu'ils aient jamais connues, compte tenu des très rudes épreuves que leur avait infligées la crise mondiale lors de la quatrième décennie du XX^e siècle.

M. et M^{me} Grenadou, cultivateurs beaucerons, avaient même prospéré sous Vichy tant leurs produits se vendaient bien. Mais bien sûr, il y eut les déportations, les bombardements, les exécutions sommaires, etc. Inutile d'insister à ce propos. L'après-guerre, les "trente glorieuses" et le tournant des XX^e-XXI^e siècles ont affecté les zones rurales. Nous sommes, en fait de démographie agricole, plus rabaissés qu'en 1450, la situation est pire, si l'on peut dire, puisque même en cette époque maudite, il y avait davantage de personnes employées à la terre, à l'herbage et à la forêt que ce n'est le cas de nos jours.

Sous Charles VII, il y avait, dans l'Hexagone virtuel, plus étendu que ne l'était le royaume proprement dit, plus de 9 millions de ruraux parmi lesquels 95 % de cultivateurs et cultivatrices. En 2012, on est loin du compte, les terroirs agricoles sont dépeuplés, et l'on n'imagine pas une démographie rurale équivalente à celle, si maigrichonne soit-elle, dont bénéficiait la France vingt ans après le bûcher de Jeanne d'Arc (1431).

Qu'advient-il de l'agriculture française dans ces conditions ? A titre comparatif, aux Etats-Unis, lors de la Grande Dépression des années 1930, certains théoriciens, très théoriques en effet, imaginaient volontiers une économie "étasunienne" sans secteur agricole, celui-ci étant considéré comme trop peu rentable et devant disparaître en conséquence au profit de branches productives plus avantageuses, situées hors des professions traditionnelles des *Farmers*. Les visions futurologiques de ce genre étaient utopiques.

Ce qui s'est vraiment produit aux Etats-Unis, c'est l'abandon éventuel des terres les moins rentables, ainsi que le gigantisme accru des exploitations terriennes d'outre-Atlantique. Pour celles-ci, l'unité de base est dorénavant, dans bien des cas, le millier d'hectares, et non pas la dizaine ou la centaine d'hectares, comme c'est le cas, en revanche, en France, voire dans d'autres pays d'Europe.

Notre agriculture française survivra elle aussi, semble-t-il. Elle se maintiendra, au titre de chaque exploitation survivante, sur une superficie mise en valeur de plus en plus vaste par regroupements terriens. Les vigneronneront exception. Mais les grands fermiers "macro-entrepreneurs rustiques" rassemblent d'un seul tenant et rassembleront plus encore les domaines, certes contigus, qui continueront, eux, à dépendre de propriétaires différents. Ce devenir affectera surtout les terroirs de plaines ou de contrées relativement planes et recouvertes, si possible, de limons fertiles. Il est vrai que l'usage souvent massif des engrais et des pesticides permet déjà d'augmenter les rendements de façon considérable au détriment de l'environnement. Ce faisant, les agriculteurs, et ils le savent fort bien, prennent des risques génétiques peut-être considérables pour leur descendance.

L'agriculture bio est-elle une solution ? En principe, oui, mais le producteur travaille toujours ou presque toujours à la marge de la rentabilité : il n'envisage pas volontiers, on le comprend, pour mieux préserver l'environnement, d'éroder les maigres profits qu'il attend de son activité.

J'ai parlé de l'installation préférentielle des exploitations agricoles dans les plaines, où le sol est éventuellement plus fertile et où l'utilisation des machines, volontiers gigantesques, permet de réduire les coûts... à coups d'emprunts préalables. Mais dans cette hypothèse également, l'agriculture de plaine entre en compétition avec d'autres investissements, porteurs de profits plus considérables.

La construction de maisonnettes dans la plaine de Caen, sur un rayon de plusieurs kilomètres ou davantage aux alentours de la ville, dévore préférentiellement des sols limoneux et fertiles ; ils sont dorénavant perdus pour la production agricole, celle-ci indispensable néanmoins pour l'export et pour l'alimentation des milliards d'individus supplémentaires ; ceux-ci viendront s'ajouter aux chiffres de population mondiale déjà existants. Les mêmes réflexions s'imposent à propos de l'établissement de larges autoroutes et d'aéroports immenses, eux-mêmes grands amateurs de terrains plats.

L'agriculture de montagne est abandonnée, et pour cause, dans les vallées alpines et ailleurs. Les vigneronneront, oléiculteurs, jardiniers et même céréaliculteurs du Languedoc avaient imaginé, à flanc de coteaux des Cévennes ou des pré-Cévennes, une production agricole installée sur des terrasses artificiellement étagées sur des pentes de collines, voire de montagnes.

Ces terrasses avaient coïncidé avec la mise en valeur agricole croissante des terroirs méridionaux lors des XVIII^e, voire XIX^e siècles. Il n'est évidemment pas question de recultiver ces prodigieux escaliers d'agriculture ou de viticulture, tant le travail fait uniquement à la main ou à la rigueur avec des mules y était pénible et, c'est le cas de le dire, assez peu rentable.

La formidable augmentation des rendements du blé, froment et autres céréales d'une quinzaine de quintaux à l'hectare (ou moins encore au XVII^e siècle) jusqu'à 100 quintaux à l'hectare, plafond presque indépassable de nos jours, est un bienfait pour nos exportations frumentaires vers les pays déficitaires en production des grains au sud de la Méditerranée et ailleurs. Mais il y a un prix à payer : dans les campagnes de l'ouest de la France, les terres schisteuses à très faible épaisseur de sol arable sont devenues porteuses de moissons assez considérables... et les coccinelles ont disparu, victimes des insecticides. Les bleuets et les coquelicots qui cernaient autrefois les vastes parcelles labourées, puis emblavées, se sont évanouis, si l'on peut dire, dans la nature.

Il ne sert évidemment à rien de gémir, puisque, à cette liste quelque peu impressionniste des divers méfaits subis par l'environnement rural, on pourrait ajouter bien d'autres phénomènes du même genre. Ne parlons pas des flatulences des vaches et autres bovidés : elles contribuent, à force de méthane, au réchauffement du climat, en compétition avec le CO₂. L'évocation du réchauffement mondial n'est pas inutile.

La situation, quant à ce problème, n'est pas très différente de celle que nous venons d'évoquer pour l'agriculture de plus en plus industrialisée. D'une part, le plus grand nombre des Européens, sinon des Américains, fait preuve d'une prise de conscience désormais perspicace quant aux périls "calorifiques" issus de l'accroissement d'injections atmosphériques des gaz à effet de serre. Mais d'autre part, très peu parmi les citoyens du Vieux Continent, notamment paysans, acceptent d'envisager, de façon concrète, une réduction de l'usage de l'automobile et de la motorisation en général.

Le problème est presque insoluble : les désirs de confort de nos populations, en soi légitimes, sont en contradiction flagrante avec les exigences, elles aussi fondées, du respect de l'environnement sous ses diverses formes. La pensée hégélienne elle-même, amoureuse des propositions contradictoires et de leurs solutions dialectiques, s'y casserait les dents, qu'elle avait pourtant fort longues.

Emmanuel Le Roy Ladurie, de l'Académie des sciences morales et politiques. Professeur honoraire au Collège de France, ex-administrateur général de la Bibliothèque nationale. Né en 1929, il a été un des pionniers de la micro-histoire avec "Montaillou, village occitan" (Gallimard, 1975). Il est l'auteur d'une "Histoire humaine et comparée du climat" en trois volumes (Fayard, 2004-2009) et de "La Civilisation rurale" (Allia, 62 pages, 6,20 €)

Les 15^{es} Rendez-vous de l'histoire à Blois, consacrés aux paysans, se sont tenus du 18 au 21 octobre
Emmanuel Le Roy Ladurie